



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Parçay-Meslay, le

03 10 2013

Le Directeur régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de
l'Environnement

BP 3208

37925 TOURS CEDEX 9

Objet : Installations classées
Demande d'autorisation
Société MECASTING

P.J. : 1 projet d'arrêté

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. OBJET DE LA DEMANDE	2
1.1. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	2
1.2. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT ET HISTORIQUE ADMINISTRATIF	3
1.3. PRESENTATION DE LA DEMANDE	3
1.4. CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION	3
1.5. MAITRISE DE L'URBANISATION	3
2. PROCEDURE D'INSTRUCTION	3
2.1. AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE	3
2.2. ENQUETE PUBLIQUE	4
2.3. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	4
2.4. AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX	4
2.5. AVIS DES SERVICES CONSULTES	4
3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	5
3.1. DISPOSITIONS RETENUES DANS L'ARRETE PAR REFERENCE AU DOSSIER	5
3.2. PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ	5
4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR	6
5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS	6
ANNEXE (projet d'arrêté)	

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
25-26 rue des Ailes
ZA n° 2 des Ailes
37210 PARCAY MESLAY
Tél. : 02 47 46 47 00 – Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



1. OBJET DE LA DEMANDE

Par transmission en date du 24 juillet 2013, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a adressé au Service de l'inspection des installations classées de l'Unité Territoriale d'Indre-et-Loire de la DREAL Centre, en vue de son examen par le CODERST, le dossier des enquêtes publique et administrative auxquelles la demande de la société MECASTING, visant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une fonderie de métaux, a donné lieu.

Le dossier, qui comprend notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été jugé complet et recevable par le service d'inspection des installations classées le 19 février 2013.

1.1. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

La situation se présente comme suit :

Rubrique	A, D, DC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume
2552.1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550) ; la capacité de production étant supérieure à 2 t/j.	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux ; la capacité de production étant supérieure à 2 t/j.	C = 5t/j
2565.2.b	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces, visés par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion) ; le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	Traitement (électro-érosion, attaque chimique ultrasonique). Procédés utilisant des liquides ; le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur à 1500 l.	V = 1060 l - électro-érosion : 60 l - attaque chimique ultrasonique : 1000 l
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sable, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage.	Abrasives (emploi de matières) telles que sable, grenailles métalliques (2 grenailleuses) et galets (tribofinition) sur des métaux pour décapage.	
2915.1.b	D	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides. Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 100 l mais inférieure ou égale à 1000 l.	Chauffage (Procédé de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. La température d'utilisation : 260°C est supérieure au point éclair des fluides : 177°C. La quantité totale de fluides présente dans l'installation est > 100 l mais < 1000 l.	Q = 500 l

A Autorisation
E Enregistrement
DC Déclaration, soumis au Contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'Environnement

1.2. DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET HISTORIQUE ADMINISTRATIF

1.2.1. Description de l'établissement

L'installation est une fonderie d'aluminium et de zamac (1) à moules permanents sous pression ; la fusion étant réalisée dans deux fours alimentés au gaz naturel.

Les pièces brutes produites sont découpées sur un ensemble presse, puis ébavurées par tribofinition (procédé qui consiste à polir les pièces démoulées à l'aide de galets de céramique) et grenaillage.

L'établissement est implanté sur la zone d'activités dénommée « La Taille Saint-Julien », à 1,7 km à l'Ouest du centre-bourg de BLERE. Il est bordé par une avenue et est entouré par des entreprises de la zone d'activités.

Les habitations les plus proches se situent à plus de 200 m à l'Ouest de l'établissement.

1.2.2. Historique administratif

Les installations ont fait l'objet du récépissé de déclaration n°19284 du 13 août 2012 relatif à la fonderie de métaux (1,2 t/j).

1.3. PRESENTATION DE LA DEMANDE

La consommation de métal est passée en moyenne de 1,2 t par jour, en 1996, à 3,75 t par jour en 2011.

La demande porte sur une augmentation de la production à 5 t par jour au maximum.

1.4. CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION

La fonderie de métaux relève de l'autorisation dès lors que la capacité de production de produits moulés est supérieure à 2 t/j.

1.5. MAÎTRISE DE L'URBANISATION

L'étude du risque d'incendie et d'explosion (projections explosives / incendie dans un four de fusion, incendie de la chambre de dépoussiérage d'un four de fusion, explosion / incendie d'une grenailleuse) jointe au dossier du demandeur fait apparaître que les zones d'effet, déterminées par le calcul, sont contenues à l'intérieur des limites de la propriété. De ce fait, les installations de l'entreprise ne posent pas de problèmes particuliers à ce propos.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Autorité environnementale - Avis du 6 juillet 2012

Dans son avis, l'autorité environnementale conclut en indiquant que « Le contenu des études d'impact et de dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation compte tenu de son environnement.

Rédigé de manière claire et compréhensible, le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de la fonderie sur l'environnement et sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Aucun autre projet n'a été recensé sur la zone d'activités.

(1) le zamac est un alliage de zinc, d'aluminium, de magnésium et parfois de cuivre en proportions moyennes respectivement de 95%, 4%, 0,03%, 1%

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
25-26 rue des Allées
ZA n° 2 des Allées
37210 PARCAY MESLAY
Tél. : 02 47 46 47 00 – Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Les études d'impact et de dangers jointes au dossier de la demande d'autorisation présentent de manière détaillée les mesures prises ou prévues par l'exploitant pour supprimer, réduire ou compenser les incidences de l'installation. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels de l'installation ».

2.2. Enquête publique

L'enquête publique qui a concerné les communes de BLERE, de CIVRAY-DE-TOURAINES et de LA-CROIX-EN-TOURAINES, s'est déroulée du 21 mai au 21 juin 2013.

Le registre d'enquête publique est vierge, aucun courrier n'y est annexé.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Dans ses conclusions, le commissaire-enquêteur aborde différentes problématiques qui lui sont apparues, en particulier au cours de la visite de l'établissement qu'il a faite.

A propos des rejets d'eaux résiduaires, il s'interroge quant aux conditions de leur traitement, considérant que le décanteur-séparateur d'hydrocarbures mis en place peut à terme ne plus suffire à traiter le zinc contenu dans les effluents. En tout état de cause, un suivi analytique régulier lui paraît nécessaire. Il dit craindre également qu'un écoulement accidentel ayant lieu sur le sol, entre les deux bâtiments de l'entreprise, ne puisse être intégralement dirigé vers l'outil épuratoire mis en place. Il dit également avoir constaté l'existence d'un stockage d'huiles usagées non protégé par une cuvette de rétention.

A propos des rejets gazeux, il note qu'aucune surveillance n'est faite et est d'avis que les analyses quinquennales proposées par la direction de l'usine ne seront pas suffisantes. Il dit considérer comme impératif le traitement d'un rejet susceptible de contenir des « vapeurs de soude », débouchant à faible hauteur (de l'ordre de 1 mètre) dans une zone accessible à tout public.

Concernant les émissions sonores nocturnes, il dit avoir observé des dépassements des valeurs-limites réglementaires mais constate que la direction de l'usine s'est engagée à faire le nécessaire afin de régler ce problème.

En conséquence de quoi, le commissaire-enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation, sous réserve :

- « de réaliser à l'emplacement du stockage d'huiles usagées, une zone en rétention adaptée aux caractéristiques et au volume des produits ;
- que la récupération des eaux de ruissellement du parking soit assurée ;
- que l'évacuation de la machine à ultrasons soit réalisée de manière à ne générer aucun risque de danger ;
- que des contrôles soient mis en place sur les rejets d'eaux et d'air afin de s'assurer de leur innocuité ».

2.4. Avis des conseils municipaux

2.4.1. BLERE

Absence de délibération.

2.4.2. CIVRAY-EN-TOURAINES - Délibération du 10 juin 2013

Favorable.

2.4.3. LA CROIX-EN-TOURAINNE - Délibération du 3 juin 2013

Favorable.

2.5. Avis des Services consultés

2.5.1. Agence Régionale de Santé Centre - Avis du 24 avril 2013

L'ARS indique que du point de vue des nuisances sonores : « Les mesures compensatoires présentées pour réduire les nuisances sonores devront être suivies de faits » et que du point de vue de la protection du réseau (interne) d'alimentation en eau potable, « il serait souhaitable d'installer, en complément (du dispositif de disconnection interdisant toute pollution du réseau communal par un éventuel retour), un disconnecteur d'extrémité au plus proche du risque de pollution ».

2.5.2. Institut National de l'Origine et de la Qualité Avis du 29 avril 2013

L'institut indique que « La commune de BLERE est située dans l'aire géographique des AOC « Sainte Maure de Touraine » et « Touraine » et dans l'aire des IGP « Val de Loire » et « Bœuf du Maine ». et qu'« après examen du dossier, l'activité projetée n'a aucune incidence sur l'AOP et les IGP concernées et qu'en conséquence, l'INAO n'a aucune objection à formuler à son encontre ».

2.6. Réponses du pétitionnaire

Dans une lettre datée du 24 septembre 2013, l'exploitant indique que :

1° La demande (de l'ARS) consistant à installer, en complément, un disconnecteur d'extrémité au plus proche du risque de pollution est à l'étude pour faisabilité et efficacité. Il existe déjà deux circuits d'arrivée d'eau potable, un pour l'atelier de production, l'autre pour les sanitaires, ainsi qu'un dispositif anti-retour interdisant toute pollution du réseau communal.

2° Les conteneurs d'huiles usagées ont été mis en rétention début juillet 2013.

3° Les eaux de ruissellement seront maintenues sur les aires étanches par des bordures en parpaings que l'exploitant prévoit d'installer au cours du premier semestre 2014.

4° L'évacuation d'air de la machine comportant un bain à ultrasons se fera en toiture du bâtiment (travaux prévus au cours du premier semestre 2014).

5° Les purges des compresseurs d'air sont traités dans une centrale de traitement depuis le 4 juillet 2012.

6° Enfin concernant le taux de zinc dans les rejets liquides, l'exploitant dit être à la recherche de solution technique avec comme objectif la mise en place d'un dispositif efficace avant la fin 2014.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. Étude d'Impact

1. Eau

Les eaux résiduelles industrielles ne sont constituées que des rejets provenant de la tribofinition.

Le nettoyage des moules est réalisé sur une chaîne (de 3 cuves de 1000 l) fonctionnant en circuit fermé, aucun effluent liquide n'étant rejeté dans les réseaux d'eaux usées.

Seuls, donc, les effluents liquides provenant de la tribofinition rejoignent le réseau communal des eaux usées après transit dans un décanteur. Mais l'analyse réalisée en dernier lieu en août 2012 fait état d'une concentration en zinc (16,18 mg/l) qui ne respecte pas la valeur-limite (2 mg/l) retenue dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation). A ce propos, il est précisé dans l'étude d'impact jointe au dossier, que l'exploitant « étudie l'opportunité de mettre en place un débourbeur-séparateur afin de mieux maîtriser les rejets de matières en suspension et de zinc en particulier et de se prémunir contre un potentiel rejet d'hydrocarbures ». Cela étant, le débit journalier est très limité puisque de l'ordre de 0,145 m³/j et le flux de zinc de l'ordre de 2 g/j.

En tout état de cause, le projet d'arrêté d'autorisation fixe les valeurs-limites retenues (valeurs basées sur celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité) ainsi que la fréquence des mesures imposées (fréquence annuelle dans le cas des rejets au réseau communal des eaux usées).

2. Air

Les opérations de fusion de l'aluminium ne génèrent quasiment pas de métal sous forme gazeuse ou particulaire. La mesure réalisée par SOCOTEC en juillet 2012 concerne cette quasi-absence (0,38 mg/Nm³).

Les deux cabines de grenaillage sont fermées ; les poussières sont extraites et séparées dans un cyclone présent sur chaque équipement.

Pour autant, le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs-limites retenues (valeurs basées sur celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité) ainsi que la fréquence des mesures imposées (fréquence annuelle dans le cas des fours de fusion et tous les 3 ans dans le cas des grenailleuses).

Un évent du bain ultrasons de nettoyage des moules est présent en façade de bâtiment à une hauteur d'environ 0,80 mètre. Dans l'étude d'impact, l'exploitant dit « étudier la possibilité de rehausser cet évent afin de faciliter la dispersion des éventuelles émissions de vapeurs de soude ».

A ce propos, le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation précise que les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R. 512-25 (livre V de la partie réglementaire) du code de l'environnement, le présent rapport ainsi que les propositions du Service de l'Inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées seront présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
25-26 rue des Aïles
ZA n° 2 des Aïles
37210 PARCAY MESLAY
Tél. : 02 47 46 47 00 – Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Étude de dangers

Au regard des scénarios étudiés dans le cadre de l'analyse des risques (projections explosives dans un four / incendie, incendie dans la chambre de dépoussiérage des fours), il apparaît que les zones d'effets seraient contenues dans l'enceinte de la propriété. Aucune règle particulière n'est donc prescrite à ce propos.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté

Le 2 novembre 2012, l'inspection des installations classées a été destinataire d'une copie d'une lettre transmise par le SDIS d'Indre-et-Loire à la société MECASTING à la suite d'une visite des installations faite à la demande de l'exploitant. A l'issue de cette visite, le SDIS a formulé un certain nombre de recommandations visant à réduire au maximum le risque d'incendie. Plusieurs recommandations font l'objet de prescriptions techniques retenues dans le projet joint en annexe au présent rapport ; en particulier :

- en cas d'incendie sur les fours de fusion, prévoir l'ajout de matière dans la coulée pour procéder à l'extinction ;
- signaler à proximité des fours qu'il est interdit de projeter de l'eau sur les matériaux en fusion...

Par ailleurs, l'étude technico-économique dont il est question au chapitre 4. ci-après fait l'objet d'une prescription particulière introduite dans le projet d'arrêté.

4. AVIS DU SERVICE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les engagements qu'a pris l'exploitant dans sa lettre datée du 24 septembre 2013 répondent de façon satisfaisante aux demandes de l'ARS et du commissaire-enquêteur. Par contre, la réponse qu'il a faite quant aux rejets d'eaux résiduaires, anormalement chargés de zinc, ne satisfait pas l'inspection des installations classées. A ce propos, nous sommes d'avis qu'il convient de réaliser, sous un délai n'excédant pas 6 mois, une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et de composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues.

En conséquence de quoi, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la Gérante de la Société MECASTING, sous réserve du respect des dispositions proposées en annexe au présent rapport.